

ENTRE GUILLEMETS

## Travail, femme, argent...



### POURQUOI LES FEMMES SONT-ELLES MOINS ATTIRÉES PAR LA COMPÉTITION?

“Supposez que vous éliminez les facteurs souvent cités pour expliquer la sous-représentation des femmes dans les hauts salaires. Supposez qu’une promotion ou une augmentation n’est pas liée au fait de plaire à des patrons mâles sexistes ou de passer de longues nuits ou des week-ends loin de la maison. Les femmes en feraient-elles alors autant que les hommes?”

Des économistes ont récemment essayé de répondre à la question lors d’une expérience à Pittsburgh, en payant des hommes et des femmes pour effectuer mentalement des additions à cinq chiffres. Dans un premier temps, ils ont travaillé individuellement, réalisant le maximum de sommes possible en 5 minutes, recevant 50 cents pour chaque réponse correcte. Ensuite, ils étaient mis en compétition dans des tournois de 4 personnes, le gagnant recevant 2 dollars par réponse exacte, les perdants partant les mains vides. En moyenne, les femmes ont obtenu les mêmes résultats que les hommes lors du premier test. Mais à l’étape suivante, lorsqu’il leur a été proposé de participer au tournoi, la plupart ont décliné, même celles qui avaient les meilleurs résultats au premier tour. La plupart des hommes choisirent par contre le tournoi, même ceux qui avaient fait les moins bons scores.

L’empressement des hommes est en partie dû à une surestimation de soi, les hommes évaluant en moyenne leurs capacités davantage à la hausse que ne le font les femmes. Mais les interviews et d’autres expériences ont convaincu les chercheurs, Muriel Niederle de Stanford et Lise Vesterlund de l’Université de Pittsburgh, que le fossé entre les sexes n’était pas tellement le fait de l’insécurité des femmes au sujet de leurs capacités. Il s’agissait d’abord d’une différence d’appétit pour la compétition.

(...) Depuis deux décennies, les universitaires partis en croisade pour l’égalité au travail ont été confondus par les enquêtes montrant que les femmes sont au moins aussi satisfaites que les hommes de leur job et de leur salaire. Un phénomène connu comme “le paradoxe de la travailleuse satisfaite”

Mais peut-être n’est-ce pas si paradoxal après tout. Peut-être que les femmes, comme celles qui ont laissé tomber le tournoi expérimental, savent qu’elles peuvent gagner plus d’argent dans certains boulots mais savent aussi qu’elles n’apprécieraient pas autant la compétition inhérente que leurs rivaux. Elles réalisent, mieux que les hommes, que dans la vie, il y a d’autres choses en jeu que l’argent.”

► “What Woment Want” de John Tierney, in “New York Times”, 24/05/05.  
► <http://www.nytimes.com>

Opinion - UNION EUROPÉENNE

# Il est urgent d’attendre



■ Illu Léon N.

► L’heure n’est pas à l’oraison funèbre mais à la réflexion. Donnons du temps au temps pour poursuivre le processus de ratification, soigner les blessures et mesurer les enjeux.



**Philippe de SCHOUTETE**

Ancien Représentant permanent de la Belgique auprès de l’Union européenne

Si le message lancé par le référendum français est assez contradictoire, celui du référendum néerlandais est plutôt clair. Une forte majorité aux Pays-Bas comme une partie significative de l’électorat français, consultés la semaine dernière, souhaitaient moins d’Europe. Ils se retrouvent ainsi sur la ligne traditionnelle de la Grande-Bretagne : l’Europe devrait être une zone de libre échange avec un peu de coopération intergouvernementale, guère de solidarité, pas de politiques communes, pas d’union politique, un budget réduit et des institutions faibles.

L’hebdomadaire “The Economist”, qui est depuis des décennies un adversaire, intelligent certes, mais constant, de l’intégration européenne, met en couverture le cadavre de Marat dans sa baignoire avec comme titre “The Europe that died” : l’Europe qui est morte ! Et il est vrai que la crise est existentielle et que quelque chose s’est cassé. Faut-il pour autant appeler les pompes funèbres et se plonger dans la nostalgie de ce qui aurait pu être et ne sera pas, parce que deux gouvernements, d’autres peut-être demain, n’ont pas su convaincre leurs électeurs du bien-fondé du traité qu’ils ont signé ? Certainement pas !

La première chose est de se donner du temps et, pour cela, de poursuivre le processus de ratification. La Belgique a autant le droit que la France et les Pays-Bas de donner son avis sur le traité constitutionnel. Lorsque les comptes seront faits, elle doit se retrouver avec ceux, nombreux, qui ont déjà ratifié le traité, et pas avec ceux qui l’ont abandonné. Tous les Etats membres se sont donné rendez-vous en novembre 2006 pour faire le point. Les gouvernements attachés à la construction européenne telle qu’elle s’est développée depuis cinquante ans doivent

maintenir cette date. Il ne faut pas s’en laisser détourner lors du Conseil européen de la semaine prochaine. Si certains veulent abandonner le processus de ratification, libre à eux de le faire. Mais ceux qui pensent que le traité qu’ils ont signé constitue un progrès pour l’Europe doivent le dire haut et clair. Ce n’est pas seulement un droit, c’est un devoir.

Le temps est essentiel à beaucoup d’égards.

Pour bien mesurer les enjeux d’abord. Même si les résultats des référendums étaient prévus par les sondages, les conséquences ne font aujourd’hui que commencer à apparaître. Elles sont fondamentales puisqu’elles portent sur la nature même de la construction européenne, ses limites, ses frontières, sa capacité à maintenir un modèle social spécifique, à exprimer sa voix dans le monde. Il faut laisser à l’opinion le temps de saisir ces enjeux. Le temps pour les nouveaux Etats membres, qui comptent sur la solidarité des autres, de réfléchir aux inconvénients d’une Union dont les compétences, les politiques et le budget se réduiraient comme peau de chagrin. Le temps pour les petits pays de se demander qui défendra leurs intérêts et leurs points de vue si l’Union n’a plus vocation à devenir politique, c’est-à-dire un acteur collectif sur la scène du monde. Le temps pour les partisans du “Non de gauche” de se demander s’ils sont bien servis

par une Union affaiblie s’orientant graduellement vers une zone de libre échange.

Du temps pour soigner les blessures en suite. Deux gouvernements ont reçu une gifle magistrale. Il faut qu’ils en tirent les conclusions pour que la confiance soit retrouvée : confiance en soi et confiance de l’opinion, sans lesquelles il n’y a pas de bonne politique. De plus, après cinquante ans de vie commune, l’effet du traumatisme s’étend en dehors des frontières. Lorsqu’un traité est conclu, après des négociations ardues et des concessions réciproques, chacun s’attend à ce que les autres ratifient le texte agréé. Quand ce n’est pas le cas il y a au moins de la surprise, parfois de l’indignation, toujours du ressentiment. La Belgique a généralement fondé sa politique européenne sur la coopération Benelux et le soutien au couple franco-allemand. Elle se réveille aujourd’hui avec ces deux piliers en débandade.

Cela aussi demande de l’attention, des explications, des contacts confiants, discrets, des réflexions communes, peut-être l’amorce d’une nouvelle entente.

Du temps, enfin, pour préparer la suite. Il ne suffit pas d’imaginer des solutions : la mise en oeuvre d’une partie du traité, par exemple, ou des coopérations renforcées entre certains Etats membres. Ce serait trop facile. En pratique, chaque innovation du traité, petite ou grande, a rencontré des oppositions au cours de la négociation. Chaque opposition a été surmontée par une concession ailleurs. Dans cette toile d’araignée, tissée à vingt-cinq, tout se tient. Toute la structure entre en résonance dès qu’on touche un morceau. Il faut de la prudence, du tact et des contacts, des chefs crédibles, convaincus et bien inspirés, pour dégager graduellement les éléments d’une application partielle, d’une coopération renforcée ou d’une renégociation.

Mitterand disait qu’il fallait donner du temps au temps. Il avait raison. Ce n’est pas l’heure de l’oraison funèbre mais celle de la réflexion, et de la conviction. ■

LE TEMPS POUR LES  
PARTISANS DU “NON DE  
GAUCHE” DE SE DEMANDER  
S’ILS SONT BIEN SERVIS  
PAR UNE UNION AFFAIBLIE  
S’ORIENTANT  
GRADUELLEMENT  
VERS UNE ZONE DE LIBRE  
ÉCHANGE